

# Quand le fédéralisme était une utopie

**Plusieurs écrits de François Perin, l'un des artisans de la transformation de la Belgique en un pays fédéral, sont réédités. L'occasion de redécouvrir cette figure majeure du Mouvement wallon, dont les idées ont inspiré les fondateurs d'Ecolo.**

**Par François Brabant**

# U

ne démission-désertion, du dépit, et même un soupçon de dégoût. Le 11 juin 1985, François Perin claque la porte du Parti réformateur libéral et met un terme à sa carrière politique. L'intellectuel liégeois justifie son acte en déclarant ne plus pouvoir « cautionner la politique conservatrice » menée par la coalition Martens-Gol, qui rassemble sociaux-chrétiens et libéraux. L'ancien ministre reproche à son président de parti, Louis Michel, de s'éloigner du libéralisme des Lumières pour lorgner la droite dure, incarnée au Royaume-Uni par Margaret Thatcher. Mais la motivation profonde de sa décision réside ailleurs : esprit caustique, inclassable, Perin éprouve le besoin de recouvrer une totale liberté de pensée.

Son geste de 1985 est, à vrai dire, le prolongement d'un autre, survenu cinq ans plus tôt. Le 26 mars 1980, François

Perin démissionne, à la surprise générale, de son mandat de sénateur. En plein débat sur la création des premiers gouvernements régionaux, il laisse apparaître l'énorme scepticisme que lui inspire l'avenir du pays. « Je ne parviens plus, en conscience, à croire en l'avenir de notre Etat, lâche-t-il. Il est difficile de rester parlementaire d'un Etat auquel on ne croit plus et dont le système

politique paraît absurde. » Au cours de sa brève allocution, le sénateur expose les trois maux, « incurables et irréversibles », dont souffre selon lui la Belgique : le nationalisme flamand, la partitocratie et le pouvoir exorbitant des syndicats.

La Belgique, François Perin ne l'a jamais beaucoup aimée. En revanche, il a longtemps cru que le fédéralisme serait à même de donner au pays un nouveau souffle, une nouvelle cohérence. Cet espoir déçu le fera basculer vers un rejet total de l'introuvable patrie belge, comme l'illustre un florilège de ses écrits, aujourd'hui réédités et commentés par l'essayiste Jules Gheude. « J'ai cru qu'une réforme institutionnelle de type fédéral serait de nature à garantir la cohabitation paisible des deux grandes communautés du pays et je me suis investi politiquement dans ce sens, confessa Perin en juin 2013, trois mois avant sa mort. Mais j'ai compris très vite que le fédéralisme, que nous considérions, nous les francophones, comme un aboutissement, n'était pour les Flamands qu'un moyen de progresser plus vite sur la voie de l'indépendance. »

## **La difficulté d'un fédéralisme à deux**

Né en 1921, François Perin aura consacré toute sa vie à la Wallonie, et plus de la moitié de son existence à la cause fédéraliste. Diplômé en droit de l'Université de Liège, il adhère d'abord au Parti socialiste. Mais c'est sous la bannière d'un Parti wallon des travailleurs tout juste créé qu'il entre à la Chambre,

en 1965. Il participe ensuite à la fondation du Rassemblement wallon, dont il devient le président en 1968. Objectif de la nouvelle formation : conquérir l'autonomie wallonne et transformer la Belgique unitaire en un Etat fédéral. Mais, aux yeux de Perin, le fédéralisme

n'est pas simplement un modèle institutionnel. C'est une forme d'utopie plus vaste, une façon de penser la société, qui combine le besoin d'autonomie de ses différentes composantes avec un besoin d'association. « Il s'avère que le fédéralisme est une notion beaucoup plus féconde que nous le pensions nous-mêmes ; elle déborde infiniment le cadre de la crise belge, écrit Perin en 1971. C'est une solution qui porte en elle, à travers toute l'Europe, la matrice de solutions dans maints domaines. Je pense à la réforme de l'entreprise ou encore au problème scolaire. La décentralisation, l'autonomie des cellules de base démocratisées (entreprises, écoles), le respect de la liberté et de la diversité dans l'harmonie de vastes ensembles, n'est-ce pas la philosophie même du fédéralisme ? »

Au lieu de chercher à gommer les différences entre Wallons et Flamands, estime François Perin, il faut reconnaître chacun dans ses spécificités. C'est à ses yeux la seule façon de garantir un avenir à la Belgique. Le juriste liégeois identifie toutefois un obstacle de taille : la difficulté de faire fonctionner un fédéralisme à deux. « La dualité nationale n'a jamais eu beaucoup de chance dans l'Histoire », dit-il, évoquant l'Autriche-Hongrie, ainsi que la Suède et la Norvège, devenus des pays indépendants l'un de l'autre. Mais l'optimisme l'emporte. « Il ne faut pas dissimuler les difficultés de fonctionnement d'une fédération binationale compliquée par la présence d'une capitale fédérale autonome. Ces difficultés ne sont toutefois pas insolubles pourvu que la volonté d'aboutir soit réelle de part et d'autre. »

### **Ecolo et le fédéralisme radical**

De 1974 à 1976, Perin intègre le gou-

vernement Tindemans II, où il obtient le portefeuille des Réformes institutionnelles. Peu après, il se rapproche des libéraux. A la même époque, un bouillonnement nouveau gagne les sociétés européennes. Un peu partout, et notamment en Wallonie, les pionniers de l'écologie politique s'organisent. Cette préhistoire du parti Ecolo est racontée par Benoît Lechat, ancien journaliste à l'agence Belga, dans un livre publié en janvier dernier, quelques semaines avant son décès. L'un des grands mérites de l'ouvrage est de montrer à quel point les écologistes wallons ont été imprégnés par les thèses fédéralistes.

Le père fondateur d'Ecolo, Paul Lannoye, a lui-même été l'un des dirigeants du Rassemblement wallon. Ce physicien namurois, assistant à l'ULB, partage avec François Perin l'idée que la particratie gangrène la Wallonie et que la région a besoin d'un sursaut. Même si les deux hommes se sont distanciés au début des années 1970, leur diagnostic reste identique. « Nous prenons conscience que le combat est d'abord un combat contre nous-mêmes, professe Perin. En Wallonie, que de conservatisme de tout bord, que de bornés et d'aveugles, que de sclérose et de vieillissement ! D'une certaine façon, nous devons être reconnaissants à l'égard des Flamands tentés par l'égoïsme et le goût de l'hégémonie de nous faire sortir de notre inertie ! »

Le credo fédéraliste et régionaliste, dont François Perin a été l'une des voix fortes, irriguera longtemps les positions vertes, au point que le discours d'Ecolo prendra parfois des accents antibelges. Ainsi, le 26 mai 1979, Paul Lannoye déclare que les problèmes communautaires belges, comme celui des Fourons, « ne peuvent être résolus dans le cadre des Etats-nations actuels mais bien dans celui d'une Europe fédérale basée sur des entités à taille humaine ».

Pour les élections de 1981, le programme d'Ecolo prône un quasi-effacement de la Belgique au bénéfice d'une Wallonie autonome, « qui devrait

recevoir la plupart des compétences nationales actuelles ». « Les écologistes n'ont aucune affection particulière pour la Belgique », insiste encore Lannoye, en 1983. Mais, comme chez Perin, la réflexion institutionnelle s'accompagne d'une conception fédéraliste globale. « Pour le mouvement écologiste, le fédéralisme est étroitement lié aux concepts de démocratie de base, d'autogestion, de participation, de transparence de gestion à tous les niveaux, de référendum d'initiative populaire », note le jeune parti, dans l'un de ses communiqués. Cette ligne sera celle d'Ecolo jusqu'au milieu des années 1980. Ironie de l'Histoire : c'est à peu près au moment où François Perin quitte la politique que le parti se rallie à des positions plus conventionnelles, ou plus réalistes, et délaisse le fédéralisme radical de ses débuts. La fin d'une utopie. ●